



Berne, 8 décembre

Communiqué de presse

Sans queue ni tête : Transition énergétique sans sortie du nucléaire

L'Alliance « Non au nucléaire » critique avec véhémence la décision inconséquente du Conseil national sur la sortie du nucléaire. La transition énergétique a été adoptée sans faire un premier pas vers la sortie du nucléaire en temps utile. Une menace continue pèse toujours sur la population. C'est inacceptable.

Le Conseil national a débattu aujourd'hui de la révision de la Loi sur l'énergie nucléaire (LENu) dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

Kaspar Schuler, directeur de l'Alliance « Non au nucléaire », critique : « Le Conseil national a repoussé loin de lui la décision essentielle pour cela. Il n'y aura une limitation de la durée de fonctionnement des centrales nucléaires suisses excessivement âgées que lorsqu'elles auront 60 ans ! Alors que ces centrales n'ont été conçues que pour fonctionner 30 ans, éventuellement 40 au maximum. » Même le minimum acceptable de limiter à 50 ans la durée de fonctionnement des 3 plus vieilles centrales de Suisse a été refusé. Elles devraient ainsi être arrêtées durant les prochaines années.

Kaspar Schuler dénonce : « La réglementation des 60 ans adoptée aujourd'hui permet à la plus vieille centrale de la planète, Beznau 1, de fonctionner jusqu'en 2029. Toute la population suisse constitue la mise de ce pari irresponsable sur la sécurité des centrales nucléaires. » Même les excessivement vieilles centrales de Beznau 2 et Mühleberg pourraient ainsi continuer de fonctionner jusqu'en 2031 et 2032. Kaspar Schuler ajoute : « Et comme la durée de fonctionnement des relativement « jeunes » centrales de Gösgen et Leibstadt n'a pas été réglée, on peut craindre qu'elles fonctionnent encore après l'échéance de la Stratégie énergétique 2050 ; une aberration. L'interdiction de construire de nouvelles centrales n'y changera rien. »

Cette décision du Conseil national prise sous la pression des exploitants des centrales prive la Stratégie énergétique de la Confédération de tout cadre clair. Il n'y a donc pas de preuve de la nécessité ni de sécurité pour la planification de la transition vers les énergies renouvelables. Il n'y a donc pas non plus de sécurité pour les investisseurs qu'ils soient privés ou industriels. La Stratégie énergétique 2050, le principal projet du nécessaire renforcement du secteur de l'énergie en Suisse, risque de s'effondrer sous les pressions contraires bien connues des partisans du nucléaire. La capacité d'innover et la sécurité de l'approvisionnement électrique de la Suisse sont remises en question. Une menace continue pèse toujours sur la population.

L'Alliance « Non au nucléaire » est déçue et n'en restera pas là. Elle réunit 38 organisations critiques à l'égard de l'énergie nucléaire pour des raisons cohérentes de politique et d'économie énergétiques, pour des raisons éthiques ou médicales.

L'initiative Sortir du nucléaire est maintenant d'autant plus importante, car elle prévoit une réglementation claire pour toutes les centrales avec une durée de fonctionnement maximale de 45 ans.

L'Alliance « Non au nucléaire » appelle maintenant le Conseil des Etats à corriger la grave erreur de décision du Conseil national en faveur d'une transition énergétique qui bénéficie d'un large soutien de la population.



Des décisions partielles du Conseil national

Le Conseil national a en outre adopté aujourd'hui les modifications partielles suivantes de la Loi sur l'énergie nucléaire (LENu) :

- **Concept d'exploitation à long terme**

Il y aura à l'avenir un concept d'exploitation à long terme des centrales nucléaires qui contraindra au moins les exploitants à planifier des étapes décennales pour l'exploitation des centrales de plus de 40 ans.

- **Pas d'« Augmentation de la sécurité » lors de rééquipements**

Le Conseil national a malheureusement rejeté « l'augmentation de la sécurité » lors de rééquipements ; les centrales nucléaires suisses peuvent donc fonctionner jusqu'à 60 ans et plus, malgré un âge largement excessif et en constituant une menace croissante pour la population. Les centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt peuvent donc continuer à être exploitées sans restrictions légales au détriment de la sécurité de la population.

- **Interdiction du retraitement**

Le Conseil national a au moins renforcé sa crédibilité internationale en transformant en interdiction complète l'actuel moratoire de dix ans sur le retraitement du combustible nucléaire irradié. Le combustible nucléaire irradié reste ainsi en Suisse et nous ne contribuons pas à la contamination radioactive de l'environnement. C'est un pas important qui est aussi une lueur d'espérance pour les populations qui vivent dans les environs des usines de plutonium françaises, anglaises et russes qui les menacent et les contaminent en permanence.

Par ces décisions partielles, le Conseil national a fait preuve d'une inconsistance flagrante. Adopter les concepts d'exploitation à long terme sans décider qu'il faut « augmenter la sécurité » des centrales nucléaires excessivement âgées en les rééquipant ne fait aucun sens. Les concepts d'exploitation à long terme ne sont ainsi qu'une mesure purement formelle, un article de loi sans aucune portée.

Le Conseil des Etats a clairement le devoir de corriger cette décision. C'est ce qu'attend la population suisse qui est critique à l'égard du nucléaire.

Contacter l'Alliance « Non au nucléaire » :

Kaspar Schuler

Directeur de l'Alliance « Non au nucléaire »

Courriel : kaspar.schuler@atomausstieg.ch

Mobile : +41 (0)79 702 86 52

Jürg Buri

Président de l'Alliance « Non au nucléaire »

Directeur de la Fondation suisse de l'énergie (SES)

Courriel : juerg.buri@energiestiftung.ch

Mobile : +41 (0)78 627 84 14

Christian van Singer

Vice-président de l'Alliance « Non au nucléaire »

Sortir du nucléaire

Courriel : christian.vansinger@highspeed.ch

Mobile : +41 (0)78 793 61 78



Organisations membres de l'Alliance « Non au nucléaire »

- | | |
|---|--|
| Allianz Thurgau «Nein zu neuen AKW» | Naturschutzbund Vorarlberg |
| Liste alternative du canton de Zurich | Nie wieder Atomkraftwerke (NWA) |
| Médecins en faveur de l'Environnement | oeku Eglise et environnement |
| Alliance 90 / Les Verts Baden-Württemberg | Ökozentrum Langenbruck |
| Parti chrétien-social (PCS Suisse) | Pro Natura |
| ContrAtom | Médecins pour une Responsabilité Sociale (PSR/IPPNW) Suisse |
| Ecologie libérale | Religiös-Sozialistische Vereinigung der Deutschschweiz (RESOS) |
| Fokus Anti-Atom | Fondation suisse de l'énergie (SES) |
| Femmes pour la Paix Suisse | Schweizerischer Friedensrat (SFR) |
| Société pour les peuples menacés | Solarspar |
| Gewaltfreie Aktion Kaiseraugst (GAK) | Sortir du nucléaire |
| Greenpeace Suisse | PS Suisse |
| Grüne Uri | SPD Landesverband Baden-Württemberg |
| Les Verts Suisse | Société suisse pour l'énergie solaire (SSES) |
| Incomindios Suisse | Association Trinationale de Protection Nucléaire ATPN |
| Les Jeunes Verts | Vereinigung Bündner Umweltorganisationen (VBU) |
| Jeunesse Socialiste Suisse (JS) | Association Transports et environnement Suisse (ATE) |
| KLAR! Suisse | WWF Suisse |
| Komitee Stopp-Atom St. Gallen/Appenzell | |
| Komitee für eine Mitsprache des Nidwaldner Volkes bei Atomanlagen (MNA) | |

* Etat : octobre 2014